**Communiqué de presse d'un groupe d'habitants proches de la ZAD**

***(RDV 19h, lundi 3 octobre, place Jules Verne de La Paquelais)***

**L'hélicoptère de la gendarmerie qui tournoie au-dessus de nos maisons, le militaire avec arme de guerre au poing devant la boulangerie, contrôles d'identité devant l'école, barrages bloquants de CRS pour aller sur des lieux de vie, voilà ce à quoi nous, riverains des communes proches de la ZAD, devons-nous préparer.**

**Ce n'est pas dramatiser que de le dire puisque nous l'avons déjà vécu en 2012.**

Au nom de quoi ?

Le non-sens du projet d'aéroport n'est plus à démontrer : avoir un aéroport grand comme Heathrow, le plus grand d'Europe aux portes de Nantes, si dynamique soit-elle, est d'un ridicule mégalomaniaque.

La consultation présentée comme un « référendum", a été d'une hypocrisie sans nom puisque seuls les habitants de Loire Atlantique ont été appelés à voter alors même que le projet est présenté comme une nécessité pour tout le grand ouest. Elle a eu le mérite de révéler que les riverains de la ZAD étaient majoritairement opposés au transfert de l’aéroport de Nantes Atlantique à Notre Dame des Landes. Il est désormais temps que les élus locaux portent la voix des habitants qui les ont élus.

**Le désastre écologique, économique et social au niveau local** doit être dénoncé par nos représentants. Le projet ne se limite pas à un aéroport. Il faut prendre en compte les complexes hôteliers, les barreaux routiers, le réseau ferroviaire qui vont se construire et impacter l’environnement. Certains bourgs comme La Paquelais seront un cul-de-sac et les commerçants ne bénéficieront plus des ventes « de passage ».

Le contexte économique du monde actuel ne permettra pas le développement et les retombées économiques escomptées. L’aéroport international qui était promis au début du projet n’est plus d’actualité. Ce sont nous, contribuables, qui allons payer les travaux. Et qui devrons encore payer pour compenser le déficit d’exploitation éventuel auprès du concessionnaire.

Nous témoignons par ce communiqué notre soutien aux habitants de la ZAD, qui luttent sans relâche contre ce projet qui va nous impacter directement.

Nous entendons tout et n’importe quoi. Nos collègues et nos familles, inquiets sur ce qu’ils entendent ou lisent dans les médias, nous questionnent sans arrêt sur notre proximité de la ZAD. Pour nous, tout ceci n’est que rumeur et fantasme. Au contraire, la diabolisation des zadistes nous attriste car ce sont nos voisins avec qui nous vivons en bonne intelligence. Mais rien d'étonnant dans cette démarche de « diviser pour mieux régner ». Présenter toutes ces mesures sécuritaires qui violent les libertés des citoyens locaux comme des nécessités pour protéger la population des soi-disant violents zadistes est honteux. La ZAD est pour nous un lieu d'échanges, de fleurissements dans tous les sens du terme et c'est pourquoi nous souhaitons lui apporter tout notre soutien. Il y est expérimenté une nouvelle façon de vivre ensemble. En quoi l’envie de trouver des alternatives aux problèmes de notre société gênerait-elle ? Ce mode de fonctionnement est un vrai dynamisme mais d'une fragilité certaine qui ne peut faire face ni au mammouth administratif ni aux bulldozers des multinationales. Les travaux commencent par touches, derrière les talus, sous couvert d'autres besoins (augmentation de la capacité électrique, service hôtelier...) et les expulsions pourraient être imminentes. Alors, c'est au nom de notre liberté d'expression et de notre liberté tout court que nous nous faisons un devoir d'expliquer les réalités du terrain.

**Nous nous déclarons prêts à soutenir les expulsés en cas d’évacuation de la ZAD. Toute intervention des forces de l’ordre ne sera pas la bienvenue dans les communes environnantes et elles ne devront pas s’attendre à notre collaboration.**

**Toute forme d’évacuation ou de débuts de travaux serait vécue comme une agression.**